

# Présidentielle: une journée européenne, avant une nouvelle grève des enseignants

Paris, 19 janv. 2022 (AFP) -

A 81 jours de la présidentielle, Emmanuel Macron tente d'oublier pour une journée les déboires de son ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, avec son intervention au Parlement européen, où les oppositions l'interpelleront, le candidat écologiste Yannick Jadot en tête.

Ce discours de Strasbourg marque le début de la présidence française du Conseil de l'Union européenne mais aussi de la période durant laquelle le chef de l'Etat, toujours pas déclaré candidat, pourrait franchir le cap, des responsables de la majorité ayant indiqué qu'il ne le ferait pas avant.

Fervent pro-européen, il fera à 11H30, un discours d'une vingtaine de minutes devant les eurodéputés, où il exposera ses priorités (souveraineté, Schengen, climat, salaire minimum notamment), avant un débat dans l'hémicycle. Il déjeunera ensuite avec la nouvelle présidente du Parlement, la conservatrice maltaise Roberta Metsola, puis tiendra une conférence de presse.

Une place importante sera laissée aux élus français lors du débat: pour l'extrême droite à Jordan Bardella et Nicolas Bay (RN), pour la droite le député européen à François-Xavier Bellamy (LR), pour la gauche radicale à Manon Aubry (LFI), et pour les écologistes à Yannick Jadot, seul candidat à la présidentielle à siéger à Strasbourg.

Dès mardi, il a accusé Emmanuel Macron d'être "le président de l'inaction climatique" et de "desservir l'ambition européenne sur le climat". "Il ne suffit pas de se proclamer pro-européen pour servir l'Europe", a-t-il fait valoir.

Le candidat écologiste tiendra en soirée un meeting à Strasbourg, de même que le candidat LFI Jean-Luc Mélenchon.

Le leader de La France insoumise a déjà présenté mardi depuis le Parlement européen son "plan" concernant l'UE. "La sortie des traités n'est plus si loin", a-t-il estimé, prônant la désobéissance via la clause d'"opt-out" lorsque les traités sont "contraires aux engagements" de son programme.

- "Peut-être un peu une erreur" -

A l'extrême droite, Eric Zemmour parlera d'Europe à Calais à la mi-journée. Sur Cnews mercredi, il a prôné "des mesures nationales" pour "une immigration zéro" à adopter via un "référendum" auprès des Français.

La candidate du RN Marine Le Pen fustige aussi l'idée de "souveraineté européenne", défendue selon elle par les "jumeaux Macron-Pécresse (la candidate LR, NDLR)", et veut inscrire la primauté du droit français sur le droit européen dans la Constitution, contestant que cela revienne à opérer de fait un Frexit (sortie de la France de l'Union), a-t-elle défendu sur France Inter.

Malgré les attaques de ses opposants, cette journée européenne permet à Emmanuel Macron de sortir du chaudron français, où la gestion de la crise sanitaire à l'école a viré à la polémique mardi avec la révélation la veille par Mediapart que le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer avait annoncé le protocole décrié de la rentrée de janvier depuis son lieu de villégiature à Ibiza.

Le ministre regrette "la "symbolique" et "peut-être un peu une erreur", la majorité assure qu'il était tout à sa tâche, mais l'opposition continue de l'accabler, la gauche réclamant sa démission.

L'affaire tombe au plus mal pour l'exécutif, cinq jours après une mobilisation massive des enseignants, trois jours avant un nouvel appel à la grève. Et moins de trois mois avant le premier tour du 10 avril.

On ne fait pas un remaniement à 80 jours de la présidentielle, répète en boucle la majorité.

Mais "tout va dépendre de jeudi: si la mobilisation est faiblarde, ça va; si elle est massive, on va avoir un sujet", analyse un membre du gouvernement auprès de l'AFP.

Tension supplémentaire, la préfecture de Paris n'a pas autorisé la manifestation parisienne de jeudi, au motif qu'elle a été déclarée hors délai. Du jamais-vu pour Delphine Batho, porte-parole de Yannick Jadot, qui a réclamé mardi matin sur Radio J qu'elle soit autorisée.

- "Manipulation" -



La tension monte aussi à gauche autour de la primaire populaire, initiative citoyenne dont le vote est prévu du 27 au 30 janvier et qui revendique 288.000 votants inscrits.

Les Insoumis ont fermement demandé mardi soir à ses organisateurs de ne plus impliquer Jean-Luc Mélenchon, dénonçant une démarche "insincère" qui "instrumentalise les aspirations au rassemblement" de la gauche.

Cette primaire est "une manipulation", qui "utilise le nom de candidats en rien candidats à cette espèce de consultation", abonde Delphine Batho, alors que Yannick Jadot, comme Jean-Luc Mélenchon et la candidate PS Anne Hidalgo, refuse d'y participer, à l'inverse de l'ex-garde des Sceaux Christiane Taubira.

A droite, la candidate LR Valérie Pécresse se rend à Cahors (Lot). Mardi soir, elle a déroulé ses propositions sur BFMTV lors de la nouvelle émission de Jean-Jacques Bourdin, non sans vilipender "la loi du silence" sur les violences faites aux femmes alors que le journaliste fait l'objet d'une enquête pour soupçons d'agression sexuelle.

ggy-bur/ib/vk

Afp le 19 janv. 22 à 10 20.

